

PAC 14-22063

Soutien aux systèmes de protection des véhicules blindés dans le cadre de la mise en œuvre du programme TMS

Un préavis d'adjudication de contrat (PAC) permet aux ministères et aux organismes d'afficher un avis pendant au moins quinze jours civils, pour faire savoir à la collectivité des fournisseurs qu'ils ont l'intention d'attribuer un marché pour un bien, un service ou des travaux de construction à un entrepreneur sélectionné d'avance. Si aucun autre fournisseur ne soumet pendant la période d'affichage de quinze jours civils un énoncé de capacités répondant aux exigences précisées dans le PAC, les exigences de la politique en matière de concurrence sont satisfaites. Une fois les fournisseurs qui n'ont pas été retenus informés par écrit que leur énoncé de capacités ne répondait pas aux exigences précisées dans le PAC, le marché peut être octroyé en tenant compte de la délégation du Conseil du Trésor en matière d'appels d'offres électronique.

Si d'autres fournisseurs soumettent des énoncés de capacités pendant la période d'affichage de quinze jours civils et qu'ils satisfont aux exigences précisées dans le PAC, le ministère ou l'organisme doit enclencher le processus d'appel d'offres complet, soit en ayant recours au service des appels d'offres électronique du gouvernement ou au moyen traditionnel, afin d'adjuger le marché.

Les fournisseurs qui s'estiment entièrement qualifiés et acceptent de fournir les services/biens décrits dans le préavis peuvent soumettre un énoncé de capacités par écrit auprès de la personne-ressource indiquée dans le préavis au plus tard à la date de clôture de celui-ci. L'énoncé de capacités doit clairement montrer en quoi le fournisseur satisfait aux exigences indiquées dans le préavis.

Clôture : 17 h, heure normale de l'Est, le 3 décembre, 2014

Prière d'envoyer l'énoncé de capacités à :

**Jesse Arsenault
Agent d'approvisionnement
1200, chemin de Montréal, M -22, pièce 100
Téléphone : 613-993-0569 Télécopieur : 613-993-6867
Jesse.Arsenault@nrc-cnrc.gc.ca**

1. Exigences et résultats escomptés

Contexte

Le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) est un organisme du gouvernement du Canada dont le mandat est d'effectuer de la recherche scientifique et de mener des projets susceptibles de conduire au développement des connaissances liées à ces recherches scientifiques et à leur application.

Depuis dix ans, on assiste à une augmentation des besoins de protection accrue pour les véhicules blindés (VB) et pour le personnel. Ces besoins ont entraîné une augmentation du nombre d'entreprises qui se livrent une concurrence sur ce marché. Or tant au Canada qu'à l'étranger, la tendance consiste actuellement à réduire le nombre de soldats déployés. Même si la pérennité du marché de l'équipement de protection individuelle et des véhicules blindés est assurée, la concurrence sur ce marché est appelée à s'intensifier, car le nombre et le volume des achats ne peuvent que diminuer. Parmi les facteurs susceptibles d'accroître la compétitivité d'une entreprise, mentionnons l'offre de produits intégrant efficacement les nouvelles technologies de matériaux de sécurité avancées.

Le programme Technologies des matériaux de sécurité (TMS) du CNRC, administré par le portefeuille Technologies de sécurité et de rupture (TSR), intégrera les capacités du CNRC à celles de son principal partenaire scientifique en matière militaire, RDDC, et de ses autres partenaires sur l'ensemble de la chaîne de valeur des matériaux de sécurité. Son objectif est de développer des matériaux transformationnels, des concepts structuraux et des technologies de fabrication qui amélioreront substantiellement le ratio rendement-poids (efficacité de masse) des systèmes de protection pour véhicules blindés, afin de faire la démonstration de leur fonctionnement et finalement afin de les transférer à l'industrie canadienne. Les travaux à exécuter au cours du premier exercice complet du programme TMS comprennent, entre autres choses, l'élaboration d'une carte routière technologique du véhicule blindé, la définition de la portée et de la structure des projets à court et à long terme, l'exécution des projets en question et l'évaluation de la faisabilité du développement d'une installation tierce approuvée par le gouvernement qui aiderait l'État et l'industrie à amener à maturité le développement de certains produits de blindage et à élaborer les mandats techniques du groupe consultatif du programme TMS.

Objectifs

Obtenir des conseils d'experts et des services-conseils afin d'établir une carte routière technologique du véhicule blindé; définir un éventail de projets qui feront progresser les technologies de blindage de véhicules; et établir les attributions du groupe consultatif du programme d'une manière qui optimisera la collaboration entre ses personnes et pour d'autres tâches similaires à établir.

Description du travail

On attend de l'entrepreneur qu'il produise les résultats attendus et aide les employés du CNRC à mener les activités suivantes du programme TMS :

- A. Carte routière technologique du véhicule blindé. Mettre à contribution ses antécédents dans la conception et l'utilisation de véhicules blindés et sa connaissance et sa compréhension des concepts et des technologies de surviabilité

pour guider l'élaboration de la carte routière dont le point culminant sera l'établissement d'un plan concret pour le développement de véhicules blindés ou de produits de blindage de véhicules. Une ébauche du plan (résultat attendu) doit être produite dans les six mois afin de cerner l'écart entre la situation future souhaitée et les capacités actuelles, et afin de définir le mode de développement par le programme TMS et ses partenaires d'un démonstrateur du fonctionnement des technologies.

- B. Projets à court terme. Après avoir ciblé des partenaires et clients éventuels pour les projets à court terme, aider les employés du CNRC à définir avec plus de précision la portée, la durée et les coûts des projets. L'expert-conseil devra à cette fin miser sur sa connaissance du CNRC et des capacités de l'industrie ainsi que sur sa connaissance des besoins en matière de défense et de sécurité (soutien).
- C. Travaux. Faire profiter l'équipe de son expérience militaire dans l'élaboration des documents définissant les besoins, des caractéristiques techniques des produits, des plans d'exécution du projet et des essais, y compris dans le cadre du projet en cours de définition avec un client du secteur des blindages de véhicules transparents (soutien).
- D. Projets à long terme. Établir la portée des projets et contribuer à la structuration de projets pour des clients multiples de longue durée dans le domaine des blindages de véhicules. Un minimum de deux concepts sera défini (résultat attendu).
- E. Expert-conseil « technique » pour les employés affectés au projet. L'expert-conseil mettra sur son savoir-faire dans le domaine militaire et industriel pour conseiller les employés du projet et leur permettre de se concentrer sur les travaux à court et à long terme qui conduiront à la commercialisation de produits adaptés aux besoins du marché (soutien).
- F. Infrastructure d'essais de balistique et de résistance au souffle. Évaluer la faisabilité de construire une installation qui appartiendrait à une tierce partie et qui serait approuvée par l'État afin d'aider l'administration publique et l'industrie à faire progresser jusqu'à maturité les produits de blindage. Si le projet est approuvé, produire un plan pour la construction de cette installation en tenant compte de l'infrastructure existante (résultat attendu).
- G. Groupe consultatif du programme. i) Servir d'expert technique au sein du groupe consultatif du programme (GCP) en rédigeant son mandat technique, y compris la définition du nombre de membres et d'observateurs, l'établissement de la liste d'organismes qui doivent y être représentés, la liste des personnes qui doivent participer à ses délibérations et la liste des moyens à mettre en œuvre pour optimiser la collaboration entre les participants (résultat attendu). ii) Appuyer les employés de RDDC et du CNRC lorsqu'ils mettront la dernière main au mandat du GCP et lorsqu'ils établiront les processus administratifs et les processus de communication appropriés pour le GCP. Participer à l'organisation et à la tenue de la réunion initiale du GCP (soutien).

H. Communications. Collaborer avec les employés du CNRC et de RDDC à l'élaboration et à l'application d'une stratégie de rayonnement à l'intention des clients et partenaires (soutien).

2. Durée :

On s'attend à ce que les travaux soient exécutés entre le 8 décembre 2014 et le 21 septembre 2015.

3. Valeur estimative du marché :

57 901,00 \$

4. Nom et adresse de l'entrepreneur envisagé

Alan Bolster Consulting

35 Wedgewood Cres.

Gloucester (ON)

K1B 4B5

5. Justification de l'attribution du marché :

Conformément au *Règlement sur les marchés de l'État* établi en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le contrat est adjugé sans appel d'offres parce qu'il a été déterminé qu'une seule personne est capable de respecter les exigences.

Le CNRC requière les services d'un entrepreneur respecté et hautement qualifié avec une compréhension actuelle et complète des besoins du Département de défense nationale en matière de systèmes de protection de véhicules blindés; des capacités de R-D de la RDDC et de ses programmes de développement de technologie pour véhicules blindés, et des capacités de fabrication et de développement de technologie par des fabricants canadiens qui fournissent des systèmes de véhicules blindés et des composantes qui peuvent potentiellement bénéficier de la technologie développée par le programme TMS.

- A. au moins 10 années d'expérience de travail avec le MDN pour des systems de protection pour véhicules blindés.
- B. une vaste expérience dans le développement de systèmes d'armes pour vaincre les systèmes de protection de VB
- C. une vaste experience de collaboration avec RDDC dans le développement et la mise en service de systems de blindage pour la flotte de véhicules blindés lourds du MDN; et
- D. au moins 2 ans d'expérience au cours des 10 dernières années comme responsable de la définition des besoins du MDN pour les véhicules blindés de combat .

M. Bolster compte dans le domaine des véhicules blindés plus de 20 années d'expérience acquises à la Direction des besoins en ressources terrestres (DRT) du ministère de la Défense nationale, soit le groupe du ministère de la Défense nationale à qui il incombe de développer et de définir tous les besoins en armes des forces armées. Pendant neuf ans (de 1991 à 2000), M. Bolster a été expert en la matière au sein de l'armée pour tout ce qui concerne les munitions de fort calibre servant à détruire le blindage et la protection des véhicules lourds à chenille, y compris les chars d'assaut. De 1991 à 2000, il a travaillé exclusivement avec RDDC à des projets d'équipement de protection et d'établissement de la létalité des armes, et il a travaillé huit années de plus à RDDC (2003 à 2011) à des projets et des programmes de surviabilité à bord des véhicules. Il a aussi été responsable de la section 3 de la Direction des besoins terrestres (section des véhicules blindés de combat) de septembre 2009 à décembre 2011.

M. Bolster compte plus de 37 années de service au sein des Forces armées canadiennes où il a assumé la responsabilité de projets allant de la gestion des véhicules en service à l'acquisition de nouveau matériel, et il a travaillé avec RDDC à l'établissement des priorités de R-D pour les futurs systèmes de blindage des véhicules de combat. Il a créé et dirigé une équipe de projet de l'OTAN dont la mission a eu pour point culminant la production d'un document qui dressait la liste des futures technologies nécessaires pour répondre aux besoins de capacités à long terme en matière de véhicules blindés de combat. Grâce à ses travaux, il possède un réseau de contacts internationaux parmi les utilisateurs et les chercheurs. Il est aussi un expert reconnu dans les systèmes de gestion de la défense.

Étant donné le contexte particulier et les strictes exigences susmentionnés, M. Bolster est le seul expert-conseil connu possédant une combinaison satisfaisante de savoir-faire, de connaissances et d'expérience pour s'acquitter de ce mandat.